

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
BP70271
50001 Saint-Lô cedex

Saint-Lô, le 23/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

publié sur 
SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY
7 avenue Saint Martin
50540 Isigny-le-Buat

Références :

Code AIOT : 0005301495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY implanté 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY
- 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301495 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Compatibilité milieu

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Compatibilité milieu | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22 | Demande d'action corrective | 6 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 2 | GIDAF | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Cette visite d'inspection avait pour objectif principal de sensibiliser l'exploitant sur la nécessité de réduire les flux de certains polluants responsables pour partie de la dégradation de la qualité de l'Yvrande, ruisseau dans lequel s'effectuent les rejets auqueux de l'usine et d'engager les actions qui s'imposent pour réduire l'impact de ceux-ci, afin de permettre un retour au bon état de cette masse d'eau, tel que le demande la directive cadre sur l'eau.

Le deuxième point portait sur la nécessité de régularisation du cadre GIDAF afin de permettre à l'exploitant de déclarer en toute conformité les paramètres à surveiller qui lui sont imposés et d'envisager une extension de la surveillance aux paramètres identifiés comme déclassants du bon état de la masse d'eau l'Yvrande, avec pour objectif de démontrer l'absence de contribution à cette pollution du milieu par le site de la société beurrière d'Isigny.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22

Thème(s) : Risques chroniques Conformité des rejets vis-à-vis de la Directive cadre sur l'eau 23/10/2000

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Constats :

L'inspection des installations classées (IIC) s'est rendue le 11 juin 2024 sur le site de la Société Beurrière d'Isigny située à Isigny le Buat afin de présenter à l'exploitant la problématique soulevée par les rejets de son établissement vis-à-vis de la perspective de retour au bon état écologique de l'Yvrande, tel que demandé par la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE (DCE).

L'état des lieux 2019 du SDAGE Seine-Normandie a jugé comme significatif le rejet issu de cet établissement et l'a qualifié ainsi de potentiel co-responsable de la dégradation du cours d'eau l'Yvrande (les rejets de l'entreprise voisine ELECTROPOLI contribuent également à la dégradation de l'Yvrande ; consciente des impacts de ses rejets, cette entreprise a déjà engagé un projet de réduction des flux des substances émises dans le milieu naturel).

Afin de confronter les dires de cette analyse, l'IIC a passé au crible la doctrine régionale, les valeurs limites d'émission (VLE) fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/12/2020 pour les macropolluants (DCO, DBO5, MES, NTK ou NKJ, Ptotal, NH4). L'IIC a par ailleurs soumis les VLE applicables au nickel (micro-polluant), fixées dans ce même arrêté préfectoral, à la doctrine nationale prescrite dans le "Guide technique relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) en police de l'eau IOTA/ICPE".

Les paramètres utilisés pour effectuer ces calculs sont un QMNA5 égal à $0,034 \text{ m}^3/\text{s} \times 0,9$ (afin de tenir compte de la disposition 3.3.2 du SDAGE Seine-Normandie), ainsi que la considération d'un milieu amont égal à 50 % de la classe du « Bon État » afin de ne pas imputer la mauvaise qualité amont du ruisseau à l'exploitant {l'Yvrande affiche actuellement un état physico-chimique « médiocre » (avec comme paramètres déclassants le carbone organique dissout, le phosphore, les nitrites et les nitrates), un état polluants spécifiques « moyen » (avec comme paramètres déclassants le zinc) un risque de non atteinte des objectifs environnementaux à l'horizon 2025 pour les macro-polluants), un état chimique « mauvais » (avec comme paramètres déclassants le cadmium, le nickel, le plomb, le chloroforme, le fluoranthène, le benzo (B) fluoranthène, le benzo (GHI) pérylène)}. Une pression significative est pressentie sur les paramètres aluminium, cobalt, étain, chrome, cuivre, manganèse et leurs composés.

Par ailleurs, le niveau des rejets de la société beurrière ne pourra pas dépasser 50 % de la classe du « Bon Etat » en aval de son rejet pour les macropolluants afin d'assurer un partage équitable de la capacité de dilution des flux émis avec l'entreprise ELECTROPOLI, sans risque de dégradation du milieu naturel. Pour les micro-polluants, le cumul de 2 rejets ne pourra dépasser 80 % de la Norme de Qualité Environnementale de chacun des paramètres concernés, à répartir équitablement suivant les niveaux de rejet de chacune des entreprises.

Cette simulation a révélé, en première approche, une incompatibilité vis-à-vis des performances à atteindre au niveau des rejets pour respecter les objectifs de qualité DCE pour les paramètres DBO5, Ptotal, NH4, NKJ et nickel.

Une seconde approche a été réalisée sur la base des données d'autosurveillance d'avril 2022 à mars 2024. Les résultats permettent, pour la quasi-totalité des paramètres, le respect des flux acceptables pour maintenir le bon état écologique (en conservant un débit maximal de 700 m³/j), y compris pour le nickel, modulo une extrapolation des résultats annuels issus des contrôles inopinés eau à des résultats d'analyse plus fréquents. Seul subsisteraient le Phosphore Total et l'azote Kjeldahl dont les niveaux requis pour respecter en théorie le « Bon État » physico-chimique ne sont pas atteints et semblent relativement compliqués à atteindre pour l'azote Kjeldahl selon l'exploitant, au regard de la situation actuelle. Le projet de pilotage automatique de la déphosphatation par l'ajout d'un analyseur en ligne, en cours de déploiement sur la station de traitement, contribuera à l'amélioration du traitement du phosphore, néanmoins l'atteinte de la cible à 0,3 mg/l nécessitera des investissements supplémentaires (probable besoin d'ajouter un traitement tertiaire).

Cette présentation a mis en évidence la nécessité pour l'exploitant de s'emparer du sujet en étudiant les possibilités de réduction des flux des substances pouvant être problématiques pour le retour au bon état de l'Yvrande à l'horizon 2027.

Le tableau ci-après récapitule les chiffres clefs qui ont permis de qualifier de manière théorique (selon les doctrines nationales et régionales en vigueur), les objectifs à atteindre en terme de niveau de flux maximal à rejeter dans le milieu naturel pour assurer la compatibilité des rejets aqueux de l'établissement avec les objectifs de qualité du milieu fixés par la DCE.

| Paramètre | Concentration actuelle | Flux max actuel 700 m ³ /j (g/j) | Concentration cible (mg/l) | DCE | Flux max DCE cible 700 m ³ /j (g/j) |
|------------|------------------------|---|----------------------------|-----|--|
| MES | 30 | 18 500 | 30 | | 18 500 |
| DCO | 50 | 22 000 | 37 | | 22 000 |
| DBO5 | 15 | 7 500 | 8 | | 5 600 |
| NGL | - | - | 20 | | 14 000 |
| NKJ ou NTK | 10 | 5 200 | 2,7 | | 1 900 |
| NH4 | 5 | 2 200 | 0,75 | | 525 |
| Pt | 2 | 1 500 | 0,3 | | 210 |
| Ni | 0,2 | 140 | 0,005 | | 3,5 |
| Zn | - | - | 0,04 | | 30 |
| | | | | | |

Concernant la surveillance de certains paramètres responsables du déclassement du Bon État de la masse d'eau l'Yvrande, qui ne sont pas surveillés actuellement dans les rejets de la Société Beurrière d'Isigny, il apparaît nécessaire de revoir les obligations qui s'imposent à ce sujet.

2 cas distincts se présentent :

- Celui du zinc dont la surveillance initiale RSDE avait relevé un flux rejeté par la Société Beurrière non négligeable d'une valeur maximale de 11 g/j. Ce flux qui, aux yeux de l'arrêté ministériel du

24 août 2017, pouvait paraître comme négligeable, apparaît comme substantiel quant à la compatibilité DCE puisque, selon la doctrine régionale, un flux maximal de seulement 30 g/j reste acceptable pour répondre au principe de non détérioration de plus de 50 % de la classe de qualité en aval du rejet.

- Celui des autres paramètres déclassants n'ayant fait l'objet d'aucune analyse au cours de la campagne initiale RSDE (cadmium, plomb, chloroforme, fluoranthène, benzo (B) fluoranthène, benzo (GHI) pérylène) et dont une analyse annuelle permettrait de confirmer l'absence de contribution des rejets de la société beurrière dans la dégradation du milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1°) L'exploitant étudie tous les scénarios permettant d'atteindre les niveaux de rejets aqueux requis pour ne pas entraver le retour au Bon État de l'Yvrande et assurer son maintien en Bon État, une fois ce retour acquis.

L'exploitant démontre au travers d'une étude technico-économique quels sont les scénarios envisageables et ceux qui ne lui paraissent pas opportuns dans la résolution de cette problématique ; il justifie le choix du (ou des) scénario(s) retenu(s) ainsi que de ceux écartés.

La remise de cette étude, à l'inspection des installations classées, est attendue pour fin décembre 2024 au plus tard.

2°) L'exploitant met œuvre la surveillance du paramètre zinc à une fréquence annuelle, et s'assure que les résultats respectent une valeur limite d'émission (VLE) en concentration = 0,04 mg/l et une VLE en flux = 30 g/j.

Pour tous les autres paramètres déclassants (cadmium, plomb, chloroforme, fluoranthène, benzo (B) fluoranthène, benzo (GHI) pérylène), l'exploitant réalise une analyse annuelle, sans condition de VLE.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques Cadre "eaux superficielles" GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Au cours de cette inspection, la cohérence du cadre GIDAF avec l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2020 a été abordée. L'inspection relève que le paramètre azote reporté sur GIDAF ne correspond pas à celui demandé par cet arrêté préfectoral complémentaire puisque c'est l'azote global qui est indiqué alors que c'est l'azote Kjeldahl (NKJ ou NTK) qui devrait l'être. L'exploitant faisant d'ores et déjà les deux analyses, **il a été convenu d'ajouter le paramètre NKJ dans le cadre GIDAF à fréquence hebdomadaire comme le prévoit l'arrêté préfectoral complémentaire** et que l'exploitant renseignera les deux paramètres.

Par ailleurs, l'établissement étant soumis à la réglementation IED et devant plus particulièrement respecter les conclusions du BREF FDM traduites en droit français par l'arrêté ministériel du 27 février 2020, il incombe à l'exploitant de faire une **analyse mensuelle sur les Chlorures** depuis le 4 décembre 2023. Or la déclaration des résultats d'analyses de ce paramètre n'est pas possible par l'exploitant puisque qu'il n'apparaît pas dans le cadre GIDAF. **L'inspection mettra à jour le cadre GIDAF pour prendre en compte les modifications nécessaires évoquées précédemment.**

Un point a été discuté sur la définition actuelle du volume inscrite dans l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2006 que l'exploitant considère comme très perfectible et qui, en outre, ne correspond pas aux attentes de l'arrêté ministériel du 02/02/98 en terme de qualification pour un rejet supérieur à 100 m³/j. Il appartiendra donc à l'inspection des installations classées de redéfinir par arrêté préfectoral complémentaire un volume maximal journalier autorisé pour les rejets ainsi qu'un volume moyen mensuel et un volume maximal instantané (m³/h), tel que l'exige l'arrêté ministériel du 02/02/98. A cette fin, l'exploitant sera préalablement consulté pour formuler des propositions cohérentes avec le fonctionnement de son usine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant propose à l'inspection des installations classées des valeurs pour les volumes « maximal journalier », « moyen mensuel » et « maximal instantané » cohérentes avec le régime de fonctionnement normal de son usine.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :